

Le problème découlant de cette grave altération des réserves de dollars de la zone sterling ne se limitait pas au Royaume-Uni; loin de là. Il influait gravement sur les relations économiques entre l'Amérique du Nord et toute la zone du sterling. En conséquence, on décida immédiatement que la situation devait faire l'objet d'un examen de la part de représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada, aussi bien que des autres pays du bloc sterling. Les entretiens tenus au début de juillet entre le secrétaire à la Trésorerie des États-Unis, le chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et moi-même, à mon titre de ministre des Finances du Canada, ont été suivis d'une réunion des ministres des Finances des pays du Commonwealth.

Ces entretiens portèrent sur les mesures provisoires tendant à atténuer immédiatement les causes d'épuisement considérable des réserves centrales de la zone du sterling, ainsi que sur les principes dont on devait s'inspirer dans la recherche de solutions plus essentielles et à plus longue échéance. Afin de réduire les sorties immédiates de dollars, les membres des pays du Commonwealth rattachés au sterling sont convenus de limiter leurs achats en dollars, au cours de l'année financière 1949-1950, à environ 75 p. 100 du total de 1948. Comme le Canada ne fait pas partie du bloc sterling, il n'a évidemment pas eu son mot à dire dans cette décision. En ce qui concerne la solution plus concrète et à plus longue échéance, il a été convenu que notre objectif à tous doit être la réalisation d'un mode de commerce mondial d'après lequel les pays rattachés au dollar et ceux qui ne le sont pas pourront vivre ensemble au sein d'un seul régime plurilatéral, d'un régime où l'expansion, et non la contraction du commerce, permettra d'établir l'équilibre. En ma qualité de représentant du Canada, je désirais vivement que tel fût l'objectif commun.

Le temps ne permettait pas, lors des entretiens de Londres, de convertir ces objectifs en mesures concrètes. Il a donc été convenu de reprendre cette tâche lors des entretiens économiques tripartites qui devaient avoir lieu à Washington en septembre. Les députés sont au courant des résultats obtenus aux réunions de Washington. Il me suffira donc d'en rappeler les faits saillants, et peut-être aussi quelques aspects significatifs des délibérations. J'ai signalé déjà aux honorables députés l'excellent esprit de collaboration qui a présidé à ces entretiens et le sentiment profond que tous avaient de l'importance des questions en jeu.

Les entretiens ont donné lieu à certaines dispositions précises tendant à amortir le choc immédiat de la pénurie de dollars, telles les dispositions relatives au financement du programme de l'ECA, aux achats visant à

constituer des stocks, etc. Toutefois, les trois participants à la réunion ont surtout songé à établir les causes premières de la pénurie de dollars et à reviser en conséquence leur ligne de conduite. Il fallait faire en sorte d'éviter les circonstances qui mènent aux fréquentes crises du dollar et menacent de partager le monde occidental en deux blocs économiques. Il fallait établir une balance commerciale de plus en plus avantageuse entre les pays liés au dollar et les autres pays, au lieu d'accentuer l'écart alors existant. Il était clair que, pour remédier à cet état de choses, il ne s'agissait pas d'étendre davantage l'aide financière extraordinaire au delà de ce qui avait déjà été consenti en vertu du plan Marshall ou du prêt canadien. La solution du problème, tous en convenaient, réside surtout dans une augmentation sensible et rapide des recettes en dollars par l'expansion du commerce.

Afin de déterminer cette augmentation nécessaire des recettes en dollars, chaque partie a un rôle précis à remplir. Le communiqué de Washington reconnaît nettement l'existence d'une responsabilité commune. Ce qui importait tout d'abord, évidemment, c'était que les pays déficitaires adoptent des programmes et créent des stimulants qui leur permettent de vendre beaucoup plus aux zones du dollar. Les pays liés au dollar devaient, en retour, favoriser ces efforts en réduisant les entraves au commerce et en assurant des circonstances propres à fournir des débouchés suffisants dans leur marchés. Les pays excédentaires devaient, en particulier, s'abstenir de toute mesure qui pût faire échouer les tentatives des pays déficitaires pour se tirer d'affaire.

Les députés conviendront, je crois, que cette ligne de conduite, tracée à la conférence de Washington, est celle que les gouvernements devraient s'efforcer de suivre. Nous ne devons pas sous-estimer l'ampleur du problème. Il a été entendu, au cours des entretiens de Washington, que l'aide extraordinaire de l'Amérique du Nord prendrait fin en 1952. Les pays déficitaires devront non seulement remédier à leur pénurie actuelle de dollars, mais se mettre en mesure, d'ici quelques années, de se passer de l'aide qu'ils reçoivent en ce moment.

Des mesures en ce sens sont déjà ébauchées. L'importante dévaluation adoptée par le Royaume-Uni, par presque toute la zone du sterling et par plusieurs autres pays font partie intégrante du programme que ces pays sont résolus à suivre pour redresser l'équilibre de leur commerce en augmentant leurs ventes à la zone du dollar. Leurs producteurs y trouvent un nouveau et plus puissant sti-